



# Note Flash

## L'Australie : un modèle abouti d'immigration choisie

**Vaste île continent, l'Australie est un exemple intéressant de gestion des flux migratoires, qu'il s'agisse des processus de sélection des migrants réguliers ou des reconduites hors des frontières pour les clandestins. Le pays a mis en œuvre un système d'immigration choisie, basé sur les compétences professionnelles, la qualification, et la possession d'un capital financier. L'objectif est de préserver la cohésion nationale, tout en étant à même de créer des effets bénéfiques pour l'économie et de parer aux pénuries d'emplois.**

À mi-chemin entre multiculturalisme plus ou moins affirmé et assimilation plus traditionnelle, l'Australie a été obligé de se positionner face à un contexte de flux migratoires de plus en plus intenses dans la région. Cette situation a mené à la mise en œuvre de « la solution du Pacifique » au début des années 2000, consistant à sous-traiter la gestion des migrants irréguliers sur le territoire d'États-tiers. Toutefois le but n'était pas de stopper les flux migratoires mais de les contrôler : l'immigration est plus que jamais une nécessité pour ce pays dont le solde naturel ne couvre qu'un tiers de l'augmentation de la population<sup>1</sup> ainsi que le montre le graphique<sup>2</sup> suivant<sup>3</sup> :

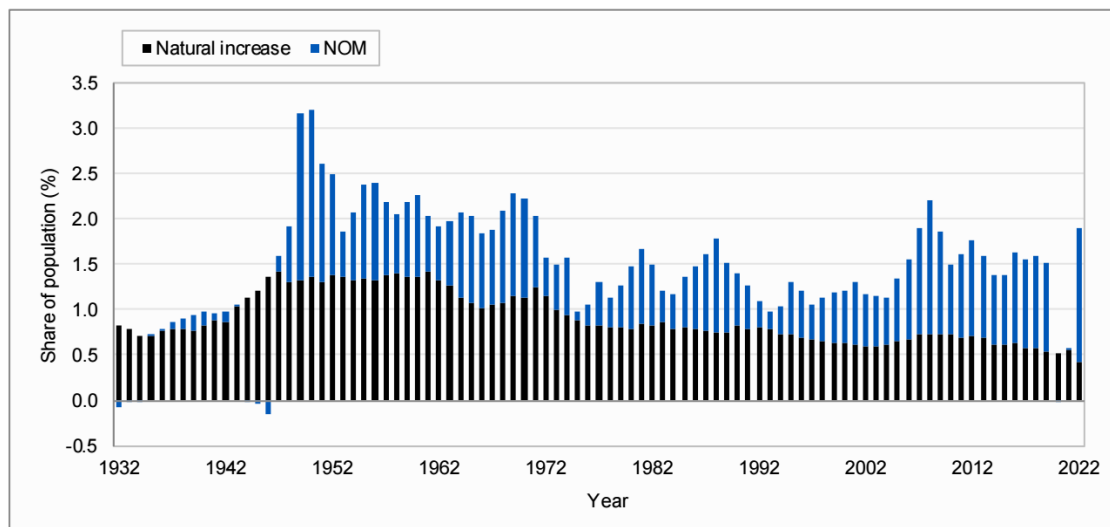
---

<sup>1</sup> Dans un contexte démographique morose où le taux de fécondité des femmes australiennes est redescendu à 1,7 enfant par femme après avoir presque atteint le seuil de renouvellement des générations (aux alentours de 1,9 enfant par femme) entre 2006 et 2016

<sup>2</sup> Australian government, department of Home affairs, Australia's Migration Trends 2022–23, consulté le 22 juillet 2024 (<https://www.homeaffairs.gov.au/research-and-stats/files/migration-trends-2022-23.PDF>).

<sup>3</sup> La partie noire des barres désigne l'augmentation de la population liée à l'accroissement naturel, celle en bleu l'immigration.

## Composantes de l'augmentation de la population en Australie entre 1932 et 2022



### ❖ Un système d'entrée axé sur les compétences

Pour l'année fiscale 2022-2023<sup>4</sup>, 212 000 immigrés permanents ont été accueillis en Australie pour une population de 27,4 millions d'habitants, un chiffre stable comparé à celui observé dix ans plus tôt. Les admis l'ont été à titre humanitaire (8%), au titre d'un visa de travail permanent (67 %) ou via des mesures de rapprochement familial (25 %)⁵. Notons également que 577 000 visas étudiants ont été délivrés sur la même période ainsi que 464 000 visas de travail temporaires d'une durée allant de deux à quatre ans.

→ En comparaison, seuls 16,7 % des 326 954 titres de séjour délivrés en France en 2023 (hors citoyens britanniques) l'ont été pour des motifs économiques⁶.

L'Australie a donc délivré un prorata de 0,77 % de premiers titres de séjour par rapport à sa population totale contre 0,49% pour la France, la part d'immigrés dans la population du pays atteignant les 30,7 %<sup>7</sup> en 2023 contre 10,4 % en France⁸.

Parmi les différents 142 000 visas de travail permanents délivrés, les principaux sont :

- Le visa de parrainage par un employeur local pour les travailleurs qualifiés disposant d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle occupant un poste permanent (un quart du total).
- Les visas compétences indépendants, sans parrain, qui requièrent que les qualifications du demandeur recoupent celles de la liste des métiers en tension et dont l'obtention est basée sur un test à points.
- Le visa sponsorisé par une autorité locale : identique au précédent, mais le parrain est un État ou un territoire qui a besoin d'un profil professionnel particulier sélectionné sur une liste de métiers en tension. Le candidat doit également réussir un test à points (24 % du total).

<sup>4</sup> S'entend comme la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023.

<sup>5</sup> Australian government, department of Home affairs, op.cit.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Australian Bureau of Statistics. (2023, June). Australia's Population by Country of Birth. ABS. (<https://www.abs.gov.au/statistics/people/population/australias-population-country-birth/latest-release>).

<sup>8</sup> « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers », chiffres clés, INSEE, 04/04/2024, consulté le 31 juillet 2024 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>).



- Les nationalités les plus représentées parmi les personnes s'étant vues accorder un visa de travail permanent sont les Indiens, les Chinois et les Népalais (respectivement 25,5, 9,5 et 7,9 % du total). Le taux d'emploi des primo-admis à ces types de visa atteint près de 96 % six mois plus tard.

### Le système Skill select

Certains types de visa de travail nécessitent de déposer une pré-candidature sur un site spécifique où le candidat doit répondre à un certain nombre de questions relatives à son âge, ses qualifications, ses diplômes ou sa maîtrise de l'anglais et obtenir au moins 65 points pour être apte à effectuer une demande de visa.

#### J.S, fraîchement expatrié en Australie :

La politique migratoire australienne me semble bien gérée et plutôt équilibrée pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans des secteurs clés comme l'éducation ou la santé. Les immigrants qualifiés sont perçus comme un moteur de croissance économique. Ils apportent des compétences spécialisées dans des domaines où il y a des lacunes sur le marché du travail. Les critères de sélection sont stricts et rigoureux : le processus pour obtenir un visa peut être long en fonction de la politique migratoire en vigueur, qui change d'ailleurs fréquemment en fonction des besoins économiques du pays.

L'application Skill Select est très efficace : ce système de points aide à sélectionner les individus les plus aptes à s'intégrer et à réussir en Australie. Je trouve cependant le processus de validation exigeant : les documents demandés sont nombreux, comme par exemple justifier d'un casier judiciaire de tous les pays où nous avons vécu, fournir la liste des pays visités ces 10 dernières années, détailler notre situation financière avant l'arrivée sur le territoire, ainsi que l'obtention obligatoire d'une assurance santé privée, puisque l'accès à Medicare n'est possible que pour les résidents australiens. Il faut donc montrer "patte blanche" afin de pouvoir vivre ici.

#### F.G., fonctionnaire pour l'État de Nouvelle-Galles du Sud :

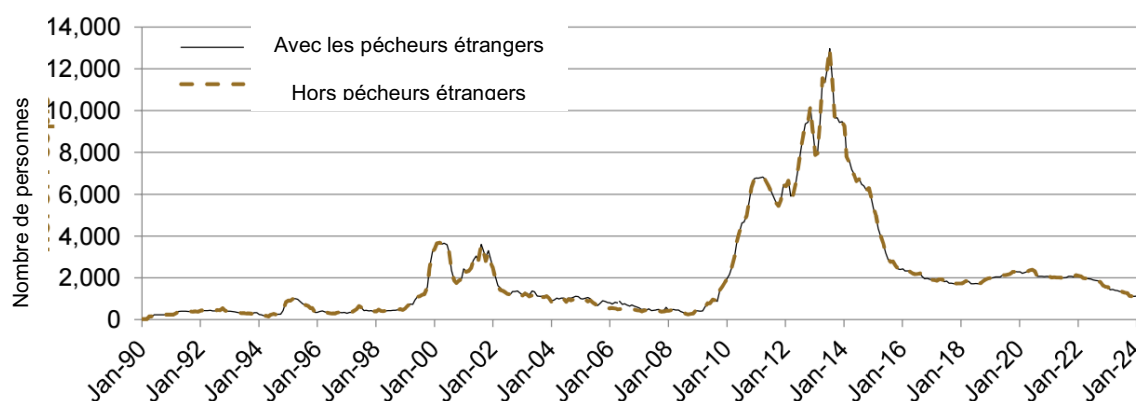
« Il y a treize ans, lorsque je suis arrivé, le pays était très ouvert grâce à un système de visa sponsorisé, notamment dans les métiers du digital. J'ai rapidement accédé à la citoyenneté, en seulement quatre ans. Aujourd'hui, ils ont plus tendance à fermer les frontières, excepté dans les métiers en tension, dans le domaine de la santé, de la petite enfance ou du BTP.

Le thème de l'immigration demeure assez politisé dans la société australienne. Par exemple, le nombre de visas octroyés chaque année, 180 000 à l'heure actuelle, fait débat entre le gouvernement travailliste et l'opposition conservatrice, qui voudrait le réduire à 120 000. Il y a aussi des faits divers qui remettent le sujet dans l'actualité de temps en temps, mais moins souvent qu'en Europe. »

## ❖ La politique du *No Way* et l'externalisation du traitement des migrants illégaux

Au mois de mai 2024, seuls 883 migrants illégaux vivent en centre de rétention, dont 82,5 % ont un passif criminel. La population en centre de rétention avait connu un pic entre 2010 et 2016 ainsi que l'expose le graphique suivant<sup>9</sup> :

### Population en centre de rétention



La politique de traitement des migrants illégaux dans des centres de rétention à l'étranger n'a pas été une constante des politiques publiques australiennes : la solution du Pacifique est suspendue en 2008 mais l'opération *sovereign border* est lancée en 2012, puis poursuivie par la politique dite du *No Way*, transformée depuis en « Zéro chance ». Elle consiste en une interception des bateaux de migrants en haute-mer et à leur refoulement vers des pays tiers, dont Nauru, la Papouasie Nouvelle-Guinée et l'Indonésie ainsi qu'à la suspension du droit commun de l'asile dans les régions nord-est du pays.



La politique du *No way* se doublait d'une campagne de communication dans les pays en voie de développement avec des messages du type « Vous ne ferez pas de l'Australie votre maison ». L'opération a été un succès et a eu un effet dissuasif puisque le nombre de personnes retenues a, par la suite, largement décliné.

<sup>9</sup> Australian government, Department of home affairs, Detention and Community Statistics Summary, consulté le 22 juillet 2024 (<https://www.homeaffairs.gov.au/research-and-stats/files/immigration-detention-community-statistics-summary-31-may-2024.pdf>).



- **La nouvelle stratégie du gouvernement australien** : En décembre 2023, la ministre de l'Intérieur Clare O'Neil a présenté une nouvelle stratégie visant à durcir les conditions d'entrée pour la main d'œuvre peu qualifiée et les étudiants. Une volonté liée notamment à la crise du logement dans le pays où, selon Brendan Coates et Joey Moloney, chercheurs au Grattan Institute, seulement 1 % des biens immobiliers est disponible à la location.

- **Acquisition de la nationalité :**

- Naturalisation : Elle s'obtient après quatre ans de résidence régulière dans le pays, suivis d'un test de citoyenneté évaluant l'aptitude du candidat en anglais, sa bonne connaissance de la culture locale, ainsi que sa compatibilité avec les valeurs qu'il porte. Ce processus inclut également un entretien de motivation.
- Filiation : Le droit du sol ne s'applique que si l'un des deux parents possède la citoyenneté australienne ou est résident permanent.

- **Renouvellement des titres de séjour :**

Les différents visas de travail peuvent mener à l'obtention d'un visa de résident permanent pour les moins de 45 ans occupant un métier en tension, parrainés par leur employeur, justifiant de trois ans d'expérience professionnelle en Australie, ayant un bon niveau en anglais et étant en capacité de fournir un casier judiciaire vierge.

Le modèle australien peut servir d'inspiration à la France pour sa politique d'accueil : s'agissant de l'externalisation du traitement de l'immigration illégale ou de l'apport des compétences des immigrés à son économie, l'Australie a su mettre en œuvre un système efficient. Il est également à noter que l'externalisation de l'asile commence à être mise en œuvre en Europe, notamment par l'Italie qui souhaite construire ce type de centre en Albanie, et peut s'articuler en conformité avec le droit de l'Union européenne.